

**Convention collective**

**IDCC : 8116. – PERSONNEL D'ENCADREMENT  
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES  
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE  
(Île-de-France)  
(2 décembre 1996)**

(Étendue par arrêté du 21 août 1998,  
*Journal officiel* du 29 août 1998)

---

**AVENANT N° 37 DU 24 SEPTEMBRE 2018**

NOR : AGRS1997007M

IDCC : 8116

Entre :

Fédération régionale des syndicats des exploitants agricoles d'Île-de-France FRSEAIDF ;

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole d'Île-de-France ;

FRCUMA 77/IDFO,

D'une part, et

La fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Le syndicat francilien de la transformation agroalimentaire CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les stipulations des articles 47 et 48 du chapitre IX relatifs respectivement au congé à la naissance et aux congés spéciaux, dans la convention collective de travail du 2 décembre 1996 concernant le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage de la région Île-de-France sont annulées et remplacées par les stipulations suivantes à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant :

« Article 47

*Congé à la naissance et à l'adoption*

Lors de la naissance d'un enfant à leur foyer ou de l'arrivée au foyer d'un enfant placé en vue de son adoption, un congé payé de 3 jours ouvrables est accordé aux cadres dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 48  
*Congés spéciaux*

1. Congés pour événements familiaux

Un congé exceptionnel payé est accordé aux cadres :

- 5 jours à l’occasion de leur mariage ou d’un Pacs ;
- 3 jours à l’occasion du mariage de leurs enfants ;
- 6 jours pour le décès du conjoint, du concubin ou du partenaire lié par un Pacs ;
- 5 jours pour le décès d’un enfant ;
- 3 jours pour le décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d’un frère ou d’une sœur ;
- 2 jours pour l’annonce de la survenue d’un handicap chez un enfant.

2. Congés d’éloignement (modifié par avenant n° 1 du 4 mars 1997)

Les cadres qui effectuent de grands déplacements pour le compte de leur employeur, bénéficient en plus des avantages prévus à l’article 32 ci-dessus d’un congé supplémentaire d’éloignement de 1 jour par mois cumulable avec le repos hebdomadaire lorsque le lieu de travail est situé dans un rayon de 400 km et de 3 jours tous les 2 mois lorsque le lieu de travail est à plus de 400 km (modifié par avenant n° 3 du 16 décembre 1997).

3. Congés de formation économique, sociale et syndicale

Des congés de formation économique, sociale et syndicale sont accordés aux cadres qui en font la demande.

Les intéressés doivent fournir à leur employeur des justificatifs sur l’utilisation de ces congés.

4. Congés de vulgarisation (abrogé par l’avenant n° 1 du 4 mars 1997). »

**Article 2**

Quatre exemplaires de cet avenant seront déposés à la DIRECCTE Île-de-France.

Les parties signataires demandent l’application de l’avenant n° 37 du 24 septembre 2018.

Fait à Paris, le 24 septembre 2018.

(Suivent les signatures.)